

EDITORIAL

GRÈCE

Le cheval de Troie

David Wagner

Première victime de la folie des marchés financiers, la Grèce devient, après l'Argentine et son naufrage, le nouveau laboratoire du néolibéralisme.

A celles et ceux qui accordaient encore une once de crédit aux dirigeants européens pour mener le continent vers le progrès, le bien-être ou le plein-emploi, voire de nous sortir de la crise économique globale dans laquelle nous nous enlissons, la crise grecque devrait servir de leçon.

Nous pouvons en tirer quelques enseignements. Tout d'abord que la crise grecque n'est pas due au fait que les Hellènes auraient « vécus au-dessus de leurs moyens ». Cette phrase creuse ne sert qu'à préparer psychologiquement le peuple grec - et les autres de la zone euro - à de draconiennes mesures d'austérité.

Ensuite : cette crise est une crise systémique. Elle n'est pas le résultat d'une situation « particulière » grecque. Certes, l'on peut pointer du doigt l'énorme fraude fiscale, les problèmes de corruption et le népotisme, voire le clanisme (l'actuel premier ministre socialiste, Georges Papandréou, est l'héritier d'une longue dynastie, son père et son grand-père avaient occupé la même fonction avant lui). Mais cette crise est surtout le résultat de politiques d'austérité que les différents gouvernements ont fait subir au pays auparavant, qu'il s'agisse de gouvernements de droite ou socialistes.

En appauvrissant la grande majorité de la population tout en creusant les déficits en refusant de s'en prendre aux énormes fortunes que compte le pays, il n'est pas étonnant que de gros déséquilibres se soient durablement installés.

Finalement, il faut constater que les « remèdes » imposés au peuple grec, qui n'est en rien responsable du chaos actuel, sont du même acabit que les politiques néolibérales menées jusqu'à présent - et qui sont à l'origine du mal. En échange de l'« aide » apportée à la Grèce, celle-ci devra appliquer un catalogue de mesures qui épargnent les riches et pénalisent davantage ceux qui de toute façon n'avaient pas grand-chose. Quelques exemples : un abaissement des salaires de la fonction publique et retraité-e-s du public comme du privé de 15 pour cent, un gel des salaires du public pendant trois ans,

le recul de l'âge du départ à la retraite, une augmentation des facilités de licenciements des entreprises, la suppression des conventions collectives et une augmentation de la TVA de 19 à 23 pour cent. Sans parler des privatisations du secteur public, histoire d'engrasser un peu plus les plus gros. Et ce n'est, paraît-il, que le début.

La spirale est enclenchée : la Grèce ne pourra jamais rembourser, l'accroissement de la pauvreté et de la précarité nuira durablement à l'ensemble de l'économie et provoquera aussi de forts troubles sociaux. Inventeurs du cynisme philosophique, les Grecs font les frais du cynisme des marchés financiers qui ont poussé vers cette situation et qui continuent de l'y enfoncer. Ce ne sont pas des mesures d'aides mais bien un cheval de Troie que l'on a introduit sur le Péloponnèse.

Tout comme naguère l'Argentine, la Grèce fait figure de cobaye aux mains des apprentis sorciers du néolibéralisme. Les « génies » du FMI avaient réussi, en 2001, à couler l'Argentine. Ils s'attaquent dorénavant à la Grèce. Pendant ce temps, les marchés financiers n'attendent qu'une seule chose : que ce qui est appliqué à la Grèce le soit au reste de l'UE. L'argument avancé est la défense de l'euro. Mais que vaudra-t-il lorsqu'ils auront appliqué leurs mesures au reste de l'Union ?

Les dirigeants européens, Merkel, Sarkozy et Juncker en sa qualité de chef de l'Eurogroupe, tout comme le président du FMI, Dominique Strauss-Kahn, agissent d'une manière si irresponsable que l'on en reste ahuri. Sont-ils inconscients ? Sont-ils vraiment convaincus de ce qu'ils font ? Dans l'un ou l'autre de ces cas de figure, nous avons de gros soucis à nous faire.

Car ce que ces capitaines doublement borgnes sont en train de nous préparer, ce n'est ni plus ni moins le naufrage du navire grec. Et les autres suivront.

NEWS

NEWS

Economies: Chers curés p. 3

Frontaliers: Dindons de la farce p. 3

Gentechnik: Viel Risiko, wenig Nutzen S. 4

Greenpeace: Tiefsee-Ölförderung einstellen! S. 5

REGARDS

Politique économique et sociale: Mesurer l'être plutôt que l'avoir p. 6

Schwangerschaftsabbruch: „Die Frau sollte selbst bestimmen.“ S. 8

Tanzfestival: Grenzüberschreitende Tanzwelten S. 11

Theaterfestival: Perspektiven für die Großregion S. 13

Euro-Zone: Vergesst Maastricht! S. 16